

<http://levenissian.fr/quelles-garanties-d-un-projet-et-d,1439>



quelles garanties d'un projet et d'une métropole gardant le cap à gauche ?

- Vie politique -

Date de mise en ligne : vendredi 18 avril 2014

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Gérard Collomb a été réélu, mercredi dernier, Président du Grand Lyon, dès le premier tour de scrutin de l'Assemblée communautaire, future Métropole. Plus d'un quart de ses voix proviennent de conseillers, élus dans leur commune sur des listes du centre ou de la droite.

La défaite du candidat officiel de la droite, François-Noël Buffet, est une bonne nouvelle. Il obtient moins de voix qu'en 2001, le signe d'une droite divisée qui ne doit pas masquer la place qu'elle a prise dans l'agglomération. Après s'être emparée de plusieurs « villes historiques » de la gauche, la droite réussit à peser largement dans l'élection du Président du Grand Lyon. Ce résultat confirme l'accord politique solide entre le socialiste Gérard Collomb et l'UDI Michel Mercier.

Nous sommes inquiets. Des contreparties ont-elles été cédées pour obtenir le ralliement de maires centristes et divers droite, voire UDI et UMP, notamment dans l'ouest lyonnais ? Y-a-t-il dans la majorité de Gérard Collomb des candidats élus contre des maires et équipes de gauche ?

Dans ces conditions, quelles garanties d'un projet et d'une métropole gardant le cap à gauche ?

Les dernières annonces de Manuel Valls ne laissent aucun doute sur le choix gouvernemental d'aggraver l'austérité et d'en faire payer le prix fort au monde du travail, aux familles populaires et aux plus démunis : gel du point d'indice des fonctionnaires, gel des retraites, poursuite des attaques contre la sécurité sociale, remise en cause du plan grande pauvreté avec la suppression des revalorisations prévues du RSA, du complément familial et de l'allocation de soutien scolaire.

Dans le même temps, Manuel Valls a annoncé 10 milliards d'euros de gel des dotations aux collectivités locales, la fin des Départements d'ici 2021, la fusion des Régions pour en diviser le nombre par deux, la suppression de la clause de compétence générale qui permettait aux communes d'intervenir dans tous les domaines. Dans ces conditions, le risque est grand que les métropoles, loin des effets d'annonce, ne soient que l'outil qui impose la rigueur aux collectivités locales et aux populations.

Les élections municipales ont témoigné du désarroi et du ras-le-bol d'un grand nombre de citoyens qui ne croient plus dans l'action politique et les institutions. C'est la droite et le Front national qui ont tiré profit de cette fracture politique et sociale.

C'est pourquoi, fidèles à nos engagements de ces dernières élections municipales, nous sommes déterminés à combattre les mauvaises mesures prises par le gouvernement et nous disons que la continuité n'est pas de mise pour la gauche au Grand Lyon.

Il faut en finir avec les petits arrangements avec la droite, les décisions prises dans le secret par des cercles restreints, la priorité donnée aux grands projets correspondant à la mise en concurrence des territoires au détriment de la réponse aux besoins des habitants et à la proximité.

Nous nous battons pour renforcer la capacité des communes dans une métropole qui fonctionne dans un esprit d'intercommunalité facteur d'efficacité et de réponses aux habitants. Nous exigeons la transparence dans les décisions et l'égalité de traitement des communes dont la souveraineté et les moyens doivent être renforcés.

Les moyens pour la solidarité, avec le transfert des compétences sociales du conseil général vers la métropole, sont au coeur de notre action comme le développement des services publics de proximité. L'offre de logement social doit

quelles garanties d'un projet et d'une métropole gardant le cap à gauche ?

grandir dans l'agglomération, dans sa diversité, tout en préservant les espaces naturels qui garantissent une ville à vivre. La priorité doit être donnée aux transports collectifs, nouvelles lignes de métro et tramway, et leur usage favorisé par une tarification plus accessible au plus grand nombre.

Pleinement engagés pour porter et défendre les projets de Vénissieux, nous voulons être utiles à tous les habitants de l'agglomération pour une métropole solidaire et durable. C'est au regard de cet objectif que nous déciderons en toute liberté de nos votes.

- Michèle PICARD, Maire de Vénissieux, conseillère communautaire
- Yolande PEYTAVIN, 1re adjointe au Maire, conseillère communautaire
- Pierre-Alain MILLET, Adjoint au Maire, conseiller communautaire
- Marie-Christine BURRICAND, Conseillère municipale, conseillère générale, conseillère communautaire